



Veille sur le numérique et les start-ups Irlande - Royaume-Uni

© DG Trésor

N° 5 mars 2018

Sommaire :

TIC/NUMERIQUE :

1/ Irlande :

- *Eir* se retire du National Broadband Plan
- Projet de loi irlandais sur la protection des données
- Cyber-sécurité et protection de l'enfance

2/ Royaume-Uni :

- *Google, Facebook et Twitter* accusés de ne pas coopérer dans la lutte contre les fake news
- L'industrie de la tech adresse une lettre ouverte aux ministres *brexiteurs*
- Un thinktank britannique propose de taxer les GAFAs pour créer un revenu universel
- Le gouvernement britannique renforce la lutte contre la propagande terroriste sur Internet

START-UPS :

1/ Irlande :

- Les start-ups irlandaises invitées à participer à l'initiative « Adopte une start-up » de *Google*
- *Stripe* va agrandir son siège de Dublin

2/ Royaume-Uni :

- La startup britannique *Meopad* vient de lever plus de \$120 millions d'investissements chinois

TIC/NUMERIQUE

1/ Irlande :

***Eir* se retire du National Broadband Plan**

Après l'annonce de son rachat par Xavier Niel (*Free*) fin 2017, l'entreprise télécommunications *Eir* a annoncé, début 2018, son retrait du dialogue compétitif concernant le « *National Broadband Plan* » (*NBP*), initiative gouvernementale lancée en 2012¹. *Eir* a cependant confirmé son engagement à mettre en place le haut-débit pour les 300 000 foyers conformément à l'accord trouvé avec le gouvernement début 2017. Grâce à cet accord, *Eir* s'est placé en position de force : l'entreprise qui remportera l'appel d'offres (*Enet*, en l'occurrence) devra négocier avec *Eir* le raccordement des foyers les moins accessibles aux câbles déjà déployés par l'opérateur dans les centres ruraux.

L'économie du *NBP* est ainsi largement modifiée puisque seuls 540 000 foyers (les plus isolés), sur 800 000 initialement prévus, restent à équiper, dont une large part devra être raccordée via le réseau déployé par *Eir*, selon les termes et conditions qui seront déterminés cette entreprise. Le seul consortium demeurant en lice

¹ Le *NBP* vise à équiper l'ensemble du territoire irlandais d'un accès Internet (vitesse minimale de téléchargement de 30 Mbits/seconde) d'ici 2020 et à réduire ainsi la « fracture numérique » entre zones urbaines et zones rurales. Un appel d'offres a été lancé en 2016 pour la construction et la gestion d'une concession sur 25 ans, pour équiper 850 000 foyers dans des zones dites « non-commerciales » (l'éloignement géographique du réseau ne rendant pas rentable pour les entreprises le raccordement de ces foyers). Trois consortiums avaient été initialement retenus pour entamer un dialogue compétitif avec le DCCA : Siro, *Eir* et *Enet*.



inclut les entreprises *Enet* (opérateur d'infrastructures de réseau de fibres optiques) et *SSE* (le deuxième plus grand fournisseur d'énergie en Irlande). Il espère signer un contrat avec le gouvernement irlandais en septembre 2018. Pour autant, le ministre Denis Naughten a récemment réitéré sa confiance dans l'aboutissement du projet, mentionné dans le National Development Plan 2018-2027 publié le 15 février 2018, et a indiqué qu'il espérait lancer les travaux en 2019.

Projet de loi irlandais sur la protection des données

Le gouvernement irlandais a déposé devant le parlement, le 30 janvier 2018, un projet de loi sur la protection des données pour mettre en conformité le droit irlandais avec les dispositions du *GDPR* (*General Data Protection Regulation*). A ce jour, 92 amendements ont été déposés par des membres du parlement irlandais. Le projet de loi prévoit :

- Une réduction de l'âge de consentement numérique de 16 à 13 ans,
- Le remplacement du commissaire à la protection des données et la mise en place d'une commission de la protection des données dirigée par 3 commissaires afin de faire face à la charge de travail accrue liée à l'entrée en vigueur du GDPR,
- Des exemptions aux amendes pouvant être infligées par la Commission Européenne à l'État irlandais, sauf lorsque celui-ci s'inscrit dans une situation de concurrence avec une entreprise privée,
- La possibilité pour les dispositions constitutionnelles irlandaises de supplanter les règles européennes en matière de traitement des données des citoyens.

Plusieurs voix se sont élevées pour exprimer leurs inquiétudes face au projet de loi, en particulier les mesures prévoyant (1) des exemptions de sanction pour les organismes publics ou (2) le droit d'un organisme public ou de l'Etat à faire primer des intérêts publics sur le droit des citoyens à la protection de leurs données et vie privées. Le Conseil pour les libertés civiles Irlandais a souligné le caractère contradictoire du projet de loi avec les droits humains. Le Conseil signale également le risque que le manque de clarté de certaines dispositions du projet de loi n'affecte l'attractivité de l'Irlande auprès des multinationales.

Cyber-sécurité et protection de l'enfance

Le ministre irlandais de la protection de l'enfance, Mme Katherine Zappone, s'est positionnée en faveur du renforcement de la législation en matière de cyber-sécurité pour les enfants. Le ministre a estimé que l'Irlande devait mettre à profit sa relation privilégiée avec les entreprises de médias sociaux pour développer une réglementation plus efficace et plus stricte. Mme Zappone s'est exprimée devant la commission de l'enfance du parlement irlandais. Selon le ministre, les enfants sont plus vulnérables et doivent bénéficier d'une protection accrue.

2/ Royaume-Uni

Google, Twitter et facebook accusés de ne pas coopérer dans la lutte contre les fake news

Damian Collins, parlementaire britannique et leader du *digital, culture, media and sport select committee* s'est rendu à Washington pour dénoncer, lors d'une audience spéciale au Capitole, le rôle joué par les géants de la tech dans la diffusion des fake news. En cause, leur manque de coopération et de transparence dans le rôle que la Russie aurait eu sur le referendum du Brexit de 2016 et les élections de 2017. L'année dernière, Facebook a révélé que plus de 150 millions de citoyens américains avaient lu des contenus politiques publiés par des entités russes pendant les deux ans qui précèdent l'élection de Donald Trump, déclenchant l'ire de l'opinion publique aux Etats-Unis comme au Royaume- Uni. L'initiative de Damian Collins porte un nouveau coup aux GAFAs critiqués de plus en plus pour leurs arrangements fiscaux et leur mauvaise gestion des fake news. Le parlement allemand a d'ailleurs récemment présenté un projet de loi qui pénaliserait jusqu'à €50 millions les réseaux sociaux qui laisseraient passer des fake news ou des incitations à la haine.



L'industrie de la tech adresse une lettre ouverte aux ministres *brexiters*

Depuis quelques semaines, quelques ministres *brexiters*, dont Liam Fox, Ministre du commerce international soutiennent que le Royaume-Uni aurait tout à gagner à mettre en place une réglementation divergente en matière de protection des données à sa sortie de l'Union Européenne. Ce discours est vivement critiqué par les acteurs de la tech qui viennent d'adresser une lettre ouverte au gouvernement en demandant au Royaume-Uni de ne pas sortir du GDPR – *General Data Protection Regulation*. Selon Julian David, leader de l'organisation TechUK, les ministres *brexiters* confondent le fait de rester dans le système européen de protection des données et celui d'avoir la liberté de signer des accords ambitieux avec les pays tiers. Pour les signataires de cette lettre ouverte, les deux ne sont pas du tout antinomiques et sortir du GDPR remettrait fortement en cause le statut de leader européen du numérique acquis par le Royaume-Uni ces dernières années. Lieu de prédilection des startups (43% des startups européennes ont été lancées au Royaume-Uni), centre européen des fintech (60 000 emplois et £7 milliards de CA), l'industrie de la tech espère que cette lettre ouverte déclenchera un changement de discours au sein du gouvernement.

Un thinktank britannique propose de taxer les GAFAs pour créer un revenu universel

Le *Royal Society for the encouragement of Arts, Manufactures and Commerce* (RSA) qui représente une communauté de 29 000 membres, vient de proposer de taxer Amazon, Facebook et Apple pour anticiper les changements structurels du monde du travail provoqués par l'intelligence artificielle. Selon la Bank of England, plus de 15 millions d'emplois seront menacés par la robotisation dans les prochaines décennies. En taxant les GAFAs, le gouvernement britannique pourrait mettre en place un système similaire à celui du fonds souverain norvégien et permettre aux citoyens britanniques de moins de 55 ans de recevoir sur deux années d'affilée la somme de 5000£. Ce revenu universel pourra être alloué à des frais de formation, aux soins de santé ou à la création de nouveaux business et pour le recevoir, le citoyen devra accepter de perdre quelques avantages en termes d'aides au retour à l'emploi ou de crédits d'impôts.

Le gouvernement britannique renforce la lutte contre la propagande terroriste sur Internet

En déplacement dans le Silicon Valley pendant deux jours, Amber Rudd, Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, a fait du sujet de la lutte contre le terrorisme un axe majeur de sa rencontre avec les géants de la tech. Le gouvernement britannique vient de présenter un nouvel algorithme d'intelligence artificielle qui va permettre de détecter les contenus terroristes sur des petites plateformes telles que Vimeo, Telegra.ph ou pCloud, après avoir remarqué une augmentation de publications illicites. En plus de YouTube ou Facebook, l'état islamique se sert d'autres plateformes pour diffuser sa stratégie de propagande. Rien que sur les six derniers mois, le gouvernement britannique a enregistré des contenus terroristes sur 145 plateformes web jusqu'alors préservées. Le logiciel développé par la startup londonienne ASI permettra de détecter 94% des contenus terroristes avec une fiabilité de 99,9%. YouTube a déjà retiré plus de 150 000 heures de vidéos terroristes et Facebook a détecté 99% de contenus terroristes avant même qu'ils soient diffusés. Néanmoins, plusieurs pays demandent aux géants américains d'investir davantage pour protéger les citoyens car ces plateformes restent les principaux canaux de diffusion de la propagande terroriste.

START-UPS

1/ Irlande :

Les start-ups irlandaises invitées à participer à l'initiative « Adopte une start-up » de Google

Google a lancé un appel aux start-ups irlandaises pour participer à leur initiative « Adopte une start-up ». Dans le cadre de cette initiative, les candidats sélectionnés participeront à un programme exclusif de conférences et d'ateliers : les mentors de Google partageront leur expérience autour de différents thèmes,



tels l'optimisation du développement de la clientèle et de l'utilisation des outils d'exportation comme *Google Market Finder* et du cloud. Le programme s'inscrit sur 12 semaines. *Google* souhaite ainsi soutenir la communauté des start-ups en Irlande.

Stripe va agrandir son siège européen de Dublin

Une entreprise fondée par 2 frères irlandais, Patrick et John Collision, à San Francisco prévoit d'agrandir son siège européen de Dublin. L'entreprise de services de paiements utilise son unité irlandaise pour diffuser ses produits sur le marché européen. Les frères Collision ont déclaré avoir choisi Dublin pour sa position de hub technologique. Les nouveaux services seront centrés sur la conception de fonctionnalités de base pour les utilisateurs européens, qui seront ensuite diffusés vers le monde entier.

2/ Royaume-Uni

La startup britannique *Meopad* vient de lever plus de \$120 millions d'investissements chinois

La startup spécialisée dans le domaine de la healthtech vient de signer la plus importante première levée de fonds jamais réalisée sur le sol britannique. Créée en 2011 par Dan Vadhat, Meopad est une application qui permet aux médecins de gérer des patients à distance et de leur envoyer des données sur leurs conditions physiques. Pour se faire, un smartphone ou une Apple Watch suffisent. Cette annonce, réalisée lors du voyage officiel de Theresa May en Chine, auquel Dan Vadhat avait été convié, va permettre selon l'ambassadeur chinois au Royaume-Uni de « faire passer la coopération sino-britannique à la vitesse supérieure ». Cette annonce est fortement la bienvenue pour Theresa May, alors que la situation du Brexit fragilise l'attractivité numérique du pays.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Dublin (adresser les demandes à jillian.harpur@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteurs : Jillian HARPUR, Marion PARADISI-COULOUMA, et Victoria JOHNSTON

Service Économique de Dublin (en collaboration avec le service économique régional de Londres)

Adresse : 66 Fitzwilliam Lane

Dublin2

Ireland

Rédigé par : J.HARPUR et V. JOHNSTON

Revu par : Marion Paradisi-Coulouma

Version du 05/03/2018